

Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS)  
CERVL – Pouvoir, Action publique, Territoire  
Commission européenne – DG Recherche  
Editions de Condé  
Point de Contact National "Société de la connaissance"  
Section d'Etudes Européennes de l'Association Française de Science Politique

## Think & Act

### Conférence internationale : **Démocratie, gouvernance européenne et sciences sociales**

PARIS

10-12 janvier 2007

Hôtel Saint James & Albany (Tuileries)

Présentation générale

#### Comité scientifique :

Sylvie Archambault (CNRS Paris – Point de contact national)  
Olivier Costa (CNRS/Sciences Po Bordeaux – SEE-AFSP) – *Président/President*  
Renaud Dehousse (Centre européen de Sciences Po, Paris)  
Oscar W. Gabriel (ISSUS, Université de Stuttgart)  
Vincent Hoffmann-Martinot (CNRS/Sciences po Bordeaux)  
Tomas Kostecky (Académie tchèque des sciences, Prague)  
Angela Liberatore (Commission européenne – DG recherche)  
Paul Magnette (Institut d'Etudes Européennes, ULB – SEE/AFSP)



## PRESENTATION GENERALE

*Think&Act* est un projet de dissémination et d'évaluation des résultats des recherches en sciences sociales menées en Europe. Ce projet, porté par un consortium international et financé à titre principal par le 6° PCRD, consiste en une série de cinq conférences thématiques qui auront lieu dans cinq villes européennes (Paris, Rome, Budapest, Istanbul et Madrid) sur une période de 28 mois.

La conférence de Paris (10-12 janvier 2007) inaugurera le cycle. Intitulée « Démocratie, gouvernance européenne et sciences sociales », elle est placée sous la responsabilité scientifique du CNRS et de la Section d'études européennes de l'AFSP. Son ambition est d'amener les responsables des principaux projets de recherche sur la gouvernance européenne – tout particulièrement ceux financés par les 5° et 6° PCRD – à faire état de leurs résultats préliminaires ou définitifs. Cet exposé doit revêtir une double dimension : scientifique, dans le cadre d'un dialogue avec les autres chercheurs présents et avec un public de spécialistes ; didactique, dans le cadre d'un dialogue avec des « praticiens » (représentants des pouvoirs publics locaux, régionaux, nationaux et européens ; acteurs économiques ; journalistes) organisé autour de questions précises.

Le but est de dresser un état des lieux critique des travaux sur la gouvernance européenne, de mettre en lumière leur contribution potentielle aux réflexions sur les moyens d'améliorer cette gouvernance, et d'aborder les défis actuels de l'action publique en général, et de l'intégration européenne en particulier.

## PROBLEMATIQUE

Depuis le début des années 1990, l'Union européenne est régulièrement décrite comme étant « en crise » ; à l'heure actuelle, les commentaires fleurissent à nouveau sur cette thématique. Au-delà de la banalité de ce constat, il faut prendre acte des épreuves répétées qui ont récemment affecté l'intégration européenne : rejet du traité constitutionnel en France et aux Pays-Bas, conflit sur le budget de l'Union, divergences sur sa stratégie d'élargissement, tensions entre les niveaux national et européen de gouvernement sur différents dossiers, etc.

Cette situation de crise avérée réclame de nouveaux efforts pour comprendre la faiblesse du système politique de l'Union et les contraintes spécifiques qui s'appliquent à sa médiatisation et à sa légitimation. Ceci implique d'opérer un retour sur le concept de « gouvernance ». Peu de concepts sont aussi polysémiques et flous que celui-ci : Roderick Rhodes a montré que, dans le seul champ des sciences sociales, il n'a pas moins de six définitions différentes. Au-delà de ces nuances, le terme « gouvernance » est né de la nécessité de disposer en science politique comme en économie d'un concept capable de saisir des réalités qui ne peuvent plus être décrites au moyen du terme traditionnel, devenu trop restrictif, de « gouvernement ». Qu'elle s'applique au monde de l'entreprise ou à celui de la politique, la notion de « gouvernance » décrit ainsi tout à la fois les actions des organes exécutifs et ceux des assemblées, des cours et organes d'arbitrage, et même des acteurs non-institutionnels (groupes d'intérêts, experts, ONG...) qui interagissent avec eux.

Dans les années 1990, la Commission européenne a également commencé à utiliser ce concept. Elle en a donné sa propre définition dans son *Livre blanc sur la gouvernance* (juillet 2001), où le concept fait référence aux règles, processus et comportements qui affectent la

façon dont les pouvoirs sont exercés à l'échelle de l'Union. Ce document insiste particulièrement sur cinq principes de « bonne gouvernance » (ouverture, participation, responsabilité, efficacité, cohérence) qui doivent compléter et renforcer ceux de subsidiarité et de proportionnalité.

La « gouvernance » appliquée à l'Union européenne est ainsi un concept alternativement descriptif et normatif, selon qu'il est employé par les scientifiques ou la Commission. Toutefois, il existe des liens entre ces deux approches. En premier lieu, on rappellera que des chercheurs furent étroitement associés à la rédaction du Livre blanc. Par ailleurs, des organes *ad hoc*, tels que la Cellule de Prospective, furent créés pour aider la Commission à prendre en compte la littérature scientifique relative à la gouvernance européenne. Enfin, il faut noter que la Commission a encouragé, dans le cadre des 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> Programmes cadres pour la recherche et le développement, la conduite de recherches en sciences sociales sur la gouvernance européenne. Ces projets devaient contribuer à son amélioration, à la fois en termes d'efficacité des politiques mises en œuvre à l'échelle européenne et de légitimation des institutions de l'Union. A cet égard, la gouvernance européenne constitue également une réponse à la thématique du déficit démocratique.

Si de nombreuses recherches de grande ampleur ont été financées par l'Union européenne au titre de cette stratégie, on sait peu de chose de leur impact effectif sur le fonctionnement des institutions de l'Union et sur la définition de ses politiques. Par ailleurs, si les services de la Commission sont attentifs à la contribution potentielle des résultats de ces recherches à leurs propres activités, tel n'est pas le cas des autres acteurs publics du système européen de gouvernance à niveaux multiples. Les autorités locales, régionales et nationales n'ont qu'une connaissance limitée des recherches conduites en sciences sociales sur la question de la gouvernance européenne. D'une manière plus générale, ces recherches n'ont pas notablement amélioré l'information des opinions publiques sur les activités de l'Union européenne.

C'est pourquoi cette conférence a trois objectifs principaux :

1. offrir un bilan (pour les projets arrivés à leur terme) ou une présentation (pour les projets en cours) de quelques-unes de principales recherches conduites sur le thème de la gouvernance politique et économique ou socio-économique de l'Union, ainsi que sur les relations entre les institutions de l'Union et les citoyens ;
2. susciter une réflexion collective de chercheurs, responsables politiques, fonctionnaires, experts et journalistes sur la contribution de la recherche en sciences sociales à l'amélioration de la gouvernance européenne et à sa compréhension par les citoyens ;
3. assurer une large diffusion médiatique des discussions et recherches scientifiques relatives à la gouvernance européenne.

Les responsables scientifiques de quelques-uns des principaux programmes de recherches relatifs à la gouvernance européenne seront invités à présenter leurs objectifs et/ou résultats sur un mode didactique. Ceci implique pour eux de présenter leurs travaux, mais aussi de répondre aux questions suivantes : pourquoi ont-ils entrepris cette recherche ? Quels en sont les principaux résultats ? Que peut-on en déduire quant à la réforme de la gouvernance européenne ? Quelles conclusions en tirer quant à la thématique du déficit démocratique ?

Deux thèmes seront successivement examinés :

- la gouvernance politique et les rapports avec la société civile ;
- la gouvernance économique et socio-économique ;

Une discussion plus large aura lieu sur les moyens de réduire la fracture entre les élites européennes et les citoyens, et sur le rôle des médias à cet égard.

La conférence a pour objectif de confronter les points de vue des chercheurs à ceux de praticiens et observateurs de la gouvernance européenne : responsables politiques et administratifs des différents niveaux de gouvernement, experts, journalistes, acteurs du monde économique et social. L'ambition est d'avoir une discussion franche et ouverte sur la contribution effective ou souhaitable de la recherche en sciences sociales à la gouvernance politique, économique et sociale aux niveaux local, régional, national, européen et international.

---

**Tous les débats bénéficieront d'une interprétation simultanée français/anglais.**

---

## PROGRAMME

*Le programme est en cours de validation ; il sera disponible courant septembre 2006.*

*Voici la structure globale de la conférence.*

### **Mercredi 10 janvier 2007 : Ouverture**

- |                      |  |
|----------------------|--|
| <b>16:00 - 17:30</b> | <b>Introduction</b> (responsables politiques européens)  |
| <b>18:30 - 19:00</b> | <b>EU Research on Governance: from Latecomer to Leader?</b><br>(DG recherche, Commission européenne)                     |
| <b>21:00</b>         | <b>Dîner-conférence</b> : “ <i>Sciences sociales, gouvernance européenne et opinion publique : quelles relations ?</i> ” |
- 

### **Jeudi 11 janvier 2007 : Evaluation de la politique de recherche européenne sur la gouvernance**

- |                      |  |
|----------------------|--|
| <b>9:00 - 10:30</b>  | <b>Présentation de recherches sur la gouvernance politique</b><br>(3-4 responsables de programmes de recherches européens)             |
| <b>11:00 - 12:30</b> | <b>Table ronde : Société civile et intégration européenne</b><br>(praticiens + scientifiques)  |
| <b>14:00 - 15:30</b> | <b>Présentation de recherches sur la gouvernance économique et sociale</b><br>(3-4 responsables de programmes de recherches européens) |
| <b>16:00 - 17:30</b> | <b>Table ronde: La responsabilité sociale des sciences sociales</b><br>(praticiens + scientifiques)                                    |
| <b>17:30 - 18:00</b> | <b>Présentation de l’Observatoire des Institutions Européennes (OIE)</b>   |
| <b>18:00 - 18:30</b> | <b>Présentation de la base de données CONNEX sur la gouvernance européenne</b>   |
- 

### **Vendredi 12 janvier 2007 : Peut-on rapprocher les élites européennes des citoyens ?**

- |                      |  |
|----------------------|--|
| <b>9:30 - 10:30</b>  | <b>Discours d’ouverture</b> (responsable politique européen)   |
| <b>11:00 - 12:30</b> | <b>Table-ronde : Sciences sociales &amp; gouvernance. Quelles solutions pour quelle crise?</b> (praticiens + scientifiques + représentants des médias) |
| <b>12:30 - 13:00</b> | <b>Quelles perspectives pour les sciences sociales dans le 7e PCRD ?</b><br>(DG recherche, Commission européenne)                                      |
| <b>13:00 – 13:10</b> | <b>Conclusions</b>   |
| <b>13:10 - 14:00</b> | <b>Conférence de presse</b>  |
-